

## *le dollar contre la relance*

# **QUE PEUT-ON FAIRE ?**

Un entretien avec Paul BOCCARA

Depuis plusieurs mois, les taux d'intérêt américains sont montés très haut autour de 20 %, entraînant les taux internationaux, et le dollar a connu une hausse importante par rapport à toutes les monnaies et notamment au franc. Alors que la stagnation économique est quasi-générale après la récession de 1980, cette « contrainte extérieure » U.S. joue en France contre la relance et le changement : alourdissement des charges financières contre les crédits à l'activité nationale ; hausse des prix des importations en dollars ; spéculation contre le franc ; alourdissement de la dette extérieure de la France, etc. Comment faire face ? Paul Boccara répond à la mi-août à nos questions.

**Tout d'abord, quelles sont les raisons de cette politique américaine ?**

Ce qui explique en premier lieu cette politique menée par Reagan, c'est, avec l'aggravation de la crise, l'effort des Etats-Unis pour maintenir et développer la domination économique de leurs groupes monopolistes et celle de leur Etat sur les politiques des autres pays.

Dans la première décennie de la crise, les Etats-Unis ont utilisé massivement le dollar comme monnaie internationale (alors que depuis 1971, il ne s'agit plus que du papier non gagé sur l'or) afin de développer leurs investissements à l'extérieur et leurs prises de contrôle. Il y a eu beaucoup plus de sorties de capitaux en dollars

papier que d'entrées, et une démultiplication de ces dollars par les euro-dollars, dollars possédés hors des Etats-Unis et prêtés plusieurs fois. Il en est résulté une baisse et une perte de confiance dans le dollar jusqu'à mettre en cause son acceptation comme monnaie internationale.

La hausse des taux d'intérêt américains vise à compenser ces sorties de domination qui se poursuivent par des entrées de capitaux à plus ou moins court terme, attirées par les taux d'intérêt élevés. Cela provoque les placements de capitaux flottants en dollars et la montée du dollar très demandé.

En second lieu, plus profondément, cette politique vise à aider à la restructuration et au redéploiement des grands groupes U.S., sous pré-

texte de lutte contre l'inflation. C'est une politique d'austérité — redéploiement renforcée. Du super-Barre sur une échelle plus vaste et avec une volonté d'hégémonie mondiale. Le crédit très cher vise à sélectionner les facilités de l'inflation pour les réserver aux plus grands groupes et, en leur sein, pour élaguer les activités moins rentables. On tend à promouvoir les efforts de domination technologique américains face aux défis japonais et européens. Mais on pousse aussi à l'austérité contre les crédits sociaux en contradiction avec l'accent mis sur une productivité renouvelée.

Il y a aussi effort pour exporter les difficultés, en rendant partout plus difficile les crédits, les investissements productifs, les dépenses sociales. Cette politique s'oppose directement à l'aspiration à la relance en France et de tous les peuples.

**Cette politique a de nombreux défenseurs aussi hors des Etats-Unis, Mme Thatcher, la droite française, sans parler des milieux dirigeants japonais et Ouest-allemand. Pour eux, il s'agit d'une politique courageuse et nécessaire contre l'inflation et la crise. Où peut-elle conduire en réalité ?**

Si tous ces soutiens existent, c'est que cette politique peut favoriser d'autres groupes monopolistes que ceux des Etats-Unis en poussant partout à l'austérité, au redéploiement, à la sélectivité du crédit inflationniste et à l'élagage, tout en renforçant le caractère multinational et lié au dollar de ces groupes.

Cela dit, elle n'est pas plus valable que la politique Giscard-Barre. Elle est même plus grave. Peut-être modère-t-elle provisoirement certains facteurs superficiels de l'inflation aux Etats-Unis, mais elle en développe les facteurs profonds chez eux et dans le monde capitaliste : donc à terme il y aura plus d'inflation. En même temps, cette politique aggrave toutes les conditions de la crise et notamment le chômage.

Il y a aggravation de la restriction des débouchés au plan international, avec un frein accru sur les consommations populaires, les investissements productifs, contre la productivité et contre l'emploi. D'un autre côté, les coûts financiers augmentent et cela favorise les profits financiers pour rémunérer malgré tout le capital : développement de la spéculation, des opérations financières, notamment de rachat des capitalistes en difficultés au plan national et international. Le cancer financier et inflationniste se développe avec le freinage de la production en valeur pendant que le prélèvement en prix sur cette valeur augmente.

Cela commence déjà à se faire sentir. Le Plan d'austérité en R.F.A. est aggravé après le sommet d'Ottawa. Les pays du Tiers Monde connaissent des difficultés d'endettement encore accrues et dramatiques. Même aux Etats-Unis, Donald



Regan, secrétaire d'Etat au Trésor, a confirmé en août qu'il y a relance... de la récession.

**Que peut-on faire en France vis-à-vis de cette politique qui est une politique à l'échelle internationale ? Est-ce que la France peut agir par des moyens nationaux ?**

Il n'y a aucune fatalité. Le peuple français vient de rejeter la politique de Giscard d'Estaing, on peut s'appuyer sur ses choix pour parer au mauvais coup de Reagan. Comment ?

Premier niveau d'action : les taux d'intérêt. On peut déconnecter les taux d'intérêt intérieurs. Cela suppose de distinguer les taux d'intérêt payés aux prêteurs résidents (abaissés) et aux prêteurs non résidents qui font entrer leurs capitaux en France. Pour ces derniers, on peut maintenir des taux d'intérêt élevés, tout en réduisant leur concours. Ainsi les institutions financières pourront baisser les taux d'intérêt réclamés aux emprunteurs, en se procurant l'argent en moyenne à un coût beaucoup moins élevé. On peut donc fixer pour le crédit en France un taux plafond nettement inférieur aux taux U.S. et extérieurs.

Pour cela, il faut diminuer le recours aux capitaux de l'étranger et donc diminuer les sorties de capitaux (qu'on compense par les appels aux capitaux étrangers). Cela renvoie au contrôle des changes contre les sorties spéculatives. Mais au-delà des sorties spéculatives, tout l'excès des investissements financiers à l'étranger est concerné, ainsi que le déficit de la balance des paiements

par l'excès des importations de marchandises (des Etats-Unis, de R.F.A. et du Japon). Enfin, une péréquation des ressources des banques par un regroupement d'une part importante de leurs réserves à la Banque de France faciliterait ce financement.

Cette action sur les taux d'intérêt (qui empêche le freinage de l'activité productive par l'excès des taux) a un effet de soutien du franc. En empêchant les sorties de capitaux de France, on agit contre le déficit des paiements qui affaiblit le franc et contre la spéculation. Cette action sur les sorties de fonds serait la plus efficace. Elle permettrait de modérer l'action directe de soutien du franc, contre la spéculation, qui utilise (pour racheter des francs) les réserves de devises et les aides des autres Banques Centrales.

**Le gouvernement a annoncé son intention d'aller dans cette direction de défense du franc et de détente des taux d'intérêt. Il a pris différentes mesures. Mais les résultats sont limités. On peut alors se demander si les obstacles ne sont pas trop grands ?**

Effectivement, on a annoncé de bonnes intentions et pris certaines mesures : renforcement du contrôle des changes ; incitation pour diminuer faiblement les très hauts taux d'intérêt ; soutien direct du franc contre la spéculation.

Les résultats sont insuffisants. Les mesures sur le contrôle des changes et surtout sur les taux d'intérêt pourraient être renforcées. Il faudrait particulièrement lutter contre les sorties de capitaux. Pas seulement les fuites frauduleuses, mais les gros bataillons des exportations de capitaux et sorties de fonds dans la logique de la politique giscardienne de redéploiement au détriment de l'activité nationale.

L'extension du secteur nationalisé devrait permettre aussi une plus grande efficacité au niveau des entreprises industrielles : un contrôle des changes à la base et une mobilisation des ressources pour la production nationale, contre l'excès des exportations de capitaux et des importations de marchandises, contre les gâchis inflationnistes des entreprises. Le secteur financier nationalisé pourra agir dans ce sens sur l'ensemble de l'économie. L'extension des droits des travailleurs dans les grandes entreprises, nationalisées et autres, serait un facteur d'efficacité par un contrôle à la base de la gestion.

On ne devrait pas viser à une détente indifférenciée des taux d'intérêt qui pourrait favoriser les gâchis financiers et le redéploiement des grands groupes eux-mêmes contre l'emploi. Mais la sélectivité du crédit, avec des bonifications d'intérêt, devrait contribuer à une relance française

fondée sur une nouvelle croissance. Sans nouvelle croissance (luttant contre les gâchis des capitaux et développant la productivité et le débouché par la promotion des travailleurs), pas de lutte efficace contre les facteurs intérieurs et extérieurs de l'inflation.

**L'action de la France ne se résume pas simplement à ce qu'il est possible de faire au plan national. Comment agir au plan international ?**

On peut effectivement agir au plan international. D'ailleurs, le problème ne se limite pas à la hauteur actuelle des taux d'intérêt américains et encore moins du dollar, qui peuvent connaître certains retournements. C'est plus fondamentalement la domination du dollar sur la croissance qui est en cause. C'est aussi la nécessité d'une autre coopération.

La France peut proposer à ses partenaires,



notamment dans la C.E.E., de prendre le même type de mesures nationales pour les taux d'intérêt et les sorties de capitaux, ce qui en renforcerait l'efficacité.

On pourrait proposer une action concertée entre les banques centrales de la C.E.E. pour favoriser une relance anti-inflationniste de la production en luttant contre les gâchis financiers, au lieu de limiter la concertation à une action de défense des monnaies.

Des initiatives peuvent être prises contre la domination du dollar dont les effets sont devenus

intolérables pour tous les pays. C'est une espèce d'impôt inflationniste formidable prélevé à l'échelle internationale par les Etats-Unis et les grandes banques privées démultipliant le dollar U.S., qui ont le pouvoir d'émettre de la monnaie internationale. Et c'est aussi la dictature de la rentabilité financière privée et de ses gâchis qui pèse sur les institutions financières et sur les politiques économiques par l'intermédiaire des crédits en dollars. Il s'agit d'émanciper graduellement le système bancaire et financier de la dictature de l'organisation des grandes banques U.S. et des grandes banques privées opérant sur le dollar, jusqu'au niveau du F.M.I. qui coiffe cette organisation. Dans l'immédiat, des initiatives sont possibles pour commencer à démocratiser le F.M.I. et à réduire son intervention dans le sens de l'austérité et de la domination des groupes financiers, en s'appuyant notamment sur l'O.N.U.

La France pourrait aussi agir afin de développer des financements internationaux pour une



nouvelle croissance, avec des institutions qui seraient indépendantes des grandes banques privées multinationales et du dollar. Par exemple, se prononcer pour un Fonds d'aide aux développements sous la responsabilité de l'O.N.U., utilisant un titre monétaire fondé sur un panier de monnaies qui pourrait être l'embryon d'une vraie monnaie internationale. Ou encore, favoriser un recyclage des fonds O.P.E.P. pour la plus grande partie hors du système spéculatif des grandes banques privées multinationales, en utilisant aussi un panier de monnaies et non plus le dollar.

**Au regard des résultats du sommet d'Ottawa, par exemple, il semble plutôt que la France se heurte à un mur et que ces actions internationales sont peu réalistes.**

Il est vrai que les protestations de la France se heurtent à de très fortes oppositions.

A Ottawa, il y a eu effectivement blocage des Etats-Unis. Mais en même temps plusieurs protestations contre leur politique se sont élevées. La voix de la France se fera d'autant mieux entendre qu'elle prendra des mesures nationales plus efficaces et aussi des initiatives internationales. Les Etats-Unis ont fait l'unité à Ottawa sur le terrain des armements et de l'affrontement Est-Ouest. Mais ils n'ont pu obtenir les réductions qu'ils préconisaient des achats de gaz soviétique. C'est dire le lien existant entre la lutte pour la sécurité et le désarmement et la lutte pour l'émancipation économique de la domination des Etats-Unis.

Des voix se font entendre parmi des responsables de l'actuel Fonds de développement de l'O.P.E.P. pour en développer l'intervention propre.

Pour la concertation européenne, notamment avec la R.F.A., la politique d'austérité en R.F.A. est regrettable. Mais il y a eu concertation pour la défense des monnaies, contre la spéculation. Toutefois un soutien du franc par la seule utilisation des réserves rencontre des limites, tandis qu'une trop forte aide du deutschmark n'est pas souhaitable. Le Président de la Bundesbank s'est prononcé contre des mesures concertées de déconnexion des taux d'intérêt. Mais il argue de l'importance des fonds étrangers placés en R.F.A. et les travailleurs allemands peuvent remarquer que ce type de politique financière internationale opère contre l'emploi. On peut favoriser au contraire une concertation en faveur de l'emploi et d'une nouvelle productivité. En ce domaine, les syndicats ont un grand rôle à jouer dans l'intérêt des travailleurs au plan européen. Mais concertation ne peut signifier ni soumission au deutschmark, ni acceptation d'une politique néfaste aux travailleurs.

Enfin, il est possible de s'appuyer sur les revendications des pays du tiers monde. Ces pays souffrent particulièrement de la politique Reagan et des exigences du dollar. Les forces qui luttent dans le monde pour le développement sont importantes non seulement au niveau des peuples mais aussi des Etats, y compris les Etats socialistes et de l'O.N.U. La France pourrait de façon non alignée prendre des initiatives fécondes. A condition, au plan international aussi, de ne pas vouloir « relancer » sans mettre en cause la domination des groupes financiers et les gâchis capitalistes du type de croissance actuel. ■

# PROBLEMES FINANCIERS ET NOUVELLE POLITIQUE

Paul BOCCARA

Les débuts de la nouvelle politique économique et sociale confirment l'importance cruciale des problèmes financiers.

Bien sûr, les problèmes les plus fondamentaux à résoudre se situent au niveau des conditions réelles, sociales et techniques de la production et aussi de la consommation, de la productivité avec la lutte pour un type de croissance économisant les capitaux et développant les travailleurs. Mais c'est au niveau du financement que toutes les difficultés concrètes et les effets de solutions partiels s'additionnent dans les entreprises, comme au plan global, pour aboutir à un résultat concret d'ensemble : ou bien des améliorations insuffisantes de l'emploi et des conditions de vie qui buttent sur les limites apparentes des ressources financières et qui sont mises en cause par l'inflation, ou bien une progression effective, desserrant graduellement l'étau du chômage et de l'inflation.

favorables à diverses couches de travailleurs et à leurs familles, sur le plan de l'emploi, du pouvoir d'achat, des conditions de travail et de vie et d'autre part certaines des mesures financières faisant des concessions aux risques de gâchis capitalistes des capitaux et des hommes. Il s'agit de mesures concernant les aides financières aux entreprises privées ou encore le transfert à l'Etat d'une partie de leurs charges sociales (alors que les entreprises privées persistent dans leurs prévisions de baisse des investissements et de l'emploi et dans leurs exportations de capitaux). Il s'agit aussi de certaines mesures concernant les sources de financement de la nouvelle politique. Ainsi un nouvel emprunt d'Etat, d'une quinzaine de milliards de francs, est lancé auprès des particuliers au taux coûteux record de 16,75 %. Il s'agit enfin de la permanence de nombreuses utilisations, en fait spéculatives, du crédit et des institutions financières.

---

## DIFFICULTES DU FINANCEMENT DE LA RELANCE

---

Dans les conditions de la structure économique et sociale actuelle, les débuts de la nouvelle politique se heurtent non seulement à l'héritage de la crise, aux luttes du patronat et de la droite, mais aussi à l'importance du poids du capital privé, avec donc la nécessité de composer dans une certaine mesure avec le capital — petit et moyen et même grand encore — en dépit des nationalisations qui vont être opérées et dont la portée exacte dépend aussi des luttes. La nouvelle politique se heurte enfin au poids des idées traditionnelles, favorables aux critères de gestion capitalistes, même pour les communistes dans la mesure où il faut inventer des formes nouvelles.

Dans ces conditions, on comprend que les mesures prises puissent développer des contradictions plus ou moins graves entre, les mesures

---

## LA QUESTION DU DEFICIT

---

Ces difficultés se traduisent de façon immédiate par la limitation des mesures de relance de l'emploi, par l'élévation du déficit budgétaire de l'Etat, qui devrait atteindre environ 100 milliards en 1982 (tandis que le déficit du secteur public y compris les institutions de protection sociale pourrait atteindre 120 à 150 milliards), ainsi que par l'accroissement de l'endettement intérieur et extérieur du secteur public (Etat et sociétés nationales) dans son ensemble.

La hauteur du déficit budgétaire n'est certes pas en soi effrayante, contrairement aux cris de la droite responsable du chômage actuel. Cependant, il n'est pas du tout automatique qu'au lieu d'avoir un « déficit de récession » comme auparavant, nous ayons un « déficit incitateur » et un budget « générateur de relance », pour reprendre les expressions de Pierre Mauroy. Certes, la

contestation de la « thèse » du déficit de relance par tel ou tel spécialiste est remarquable par la faiblesse de l'argumentation. Ainsi, Paul Fabra dans son article « Relance : une thèse contestée sur le déficit budgétaire » du « Monde » du 17 septembre ne peut opposer à la « thèse » en question que la réalité actuelle des pays capitalistes, caractérisée par la « stagflation » (manifestation conjointe et durable de stagnation et d'inflation), en dépit des forts déficits dans les divers pays. Il évoque ainsi le « scepticisme » actuel des experts officiels, tout en reconnaissant que cette unanimité s'explique en bonne partie par un phénomène de « mode ».

En réalité, les modes opposées successives, de la relance pour l'emploi par le déficit budgétaire ou de l'opposition « orthodoxe » au déficit accusé de développer l'inflation, renvoient au problème plus général du rôle du financement public ainsi qu'à des situations historiques très différentes : celle de l'essor du financement public et du capitalisme monopoliste d'Etat au lendemain de la deuxième guerre mondiale et celle de l'approfondissement des contradictions du financement public et de la crise du C.M.E. C'est à partir de l'analyse de ces conditions, changeant en profondeur, de l'intervention publique dans l'économie capitaliste contemporaine que l'on pourrait sans doute apprécier plus correctement les politiques en cours. Ainsi, un certain retour au « pouvoir » des conceptions de la « relance » par le « budget » et aussi le crédit en France, à l'opposé de ce qui continue à dominer dans les autres pays capitalistes et dans les organismes économiques internationaux comme l'O.C.D.E. ou le F.M.I., ne pourrait pas signifier un retour pur et simple aux conceptions triomphantes du lendemain de la deuxième guerre mondiale, même si la prétendue lutte orthodoxe contre l'inflation a certainement amplifié la crise de 1929-1930, et même si les politiques de « restriction » ont récemment développé les maux de la crise structurelle en Grande-Bretagne puis aux Etats-Unis.

Cependant, la solution ne serait pas davantage la recherche d'un compromis habilement dosé entre les deux orientations contradictoires, comme certains semblent le croire actuellement.

---

## **CONTRADICTIONS NOUVELLES DE LA RENTABILITE PRIVEE ET DU FINANCEMENT PUBLIC**

---

Le prélèvement du financement public par l'impôt et aussi le déficit budgétaire (couvert d'abord par l'emprunt), dans les conditions spéciales des lendemains de la deuxième guerre mondiale, a pu sans doute à l'époque, avoir pour effet de favoriser à la fois la progression rapide de l'emploi, des conditions de vie des travailleurs, de la productivité, et aussi la rentabilité des entreprises privées.

Mais il n'y avait pas seulement sous-emploi massif des travailleurs (et des ressources naturelles ou financières), d'où la création possible de beaucoup plus de valeur qu'il n'en était prélevé, permettant la couverture des premières avances et leur progression ultérieure. Il y avait aussi une situation résultant du mouvement dominant pendant une quinzaine d'années (de 1930 à 1945 environ), permettant un dégonflement sensible des gâchis des capitaux. Ce dégonflement du gâchis des capitaux (gâchis exprimé par la baisse du rapport « valeur ajoutée produite/capital matériel ») était permis par les destructions économiques et autres des capitaux suraccumulés, par les grands progrès technologiques (non encore largement appliqués en France) économisant relativement les capitaux matériels, par les grandes dépenses sociales favorisant, après la Libération, la productivité du travail vivant, et enfin par les économies techniques et financières permises par les nationalisations massives de l'époque. En outre, ces nationalisations diminuaient sensiblement l'exigence globale de rentabilité des capitaux pouvant entrer en concurrence avec les prélèvements de relance publique. Aussi le relèvement massif de la productivité et de la profitabilité privée pouvait aller de pair avec la relance publique de la demande globale.

Mais depuis se sont développés de plus belle, poussés par la logique dominante de la rentabilité privée, l'excès d'accumulation des capitaux et l'excès d'exploitation des travailleurs. D'où aujourd'hui une nouvelle détérioration importante du rapport « valeur ajoutée produite/capital matériel », avec le freinage grave de la profitabilité des capitaux privés au plan global. De plus, le poids des gâchis de matières premières et énergétiques est beaucoup plus grave. Le prélèvement des activités non productives est beaucoup plus important. Le système monétaire est beaucoup plus ouvert qu'à la Libération au système international, lui-même dominé désormais par les pressions inflationnistes et spéculatives énormes du papier-dollar, etc.

Dans ces conditions, les prélèvements publics, considérablement accrus, ont tendu ces dernières années à aggraver encore les difficultés des taux de profit privés dans leur ensemble, tout en concentrant comme jamais les aides sur les grands groupes et en favorisant désormais les gâchis d'accumulation et des hommes non plus seulement dans la production, mais par l'évasion des ressources financières hors de la production matérielle et hors de l'économie nationale, par une insuffisance cruelle des dépenses sociales et par le chômage massif (1).

(1) L'ampleur des prélèvements obligatoires (fiscalité + cotisations sociales) s'est progressivement élevé à 42 % du revenu national. La nécessité éventuelle d'augmenter bien davantage ces prélèvements obligatoires aujourd'hui entre en contradiction avec les prélèvements privés des profits et des capitaux qui se font par les prix et par le crédit inflationnistes. La domination des prélèvements privés s'oppose ainsi au nouveau type de productivité permis par la révolution informatique et développant principalement les travailleurs.

Ainsi a pu se développer le cancer de la croissance financière des profits et des capitaux en prix, tandis que l'emploi stagne. En conséquence, les nationalisations nouvelles du secteur bancaire et des groupes industriels dominants (sans compter la limitation de leur champ) tout en étant nécessaires pour faire cesser la domination de la rentabilité financière privée, sont loin de suffire à garantir que le financement public nouveau (avec le déficit budgétaire accru pour commencer) permettra une relance suffisamment forte et graduelle de la consommation et de la production remodelées pour sortir graduellement du cercle vicieux du chômage massif et de l'inflation accélérée.

Il convient à cette fin de créer et de développer parallèlement de nouvelles modalités de gestion concernant d'une part les sources de financement public et para-public et, d'autre part, l'utilisation des ressources financières dans la production et l'économie en général (2).

---

## **POUR LE CHANGEMENT DANS LES RESSOURCES FINANCIERES**

---

En ce qui concerne les nouvelles modalités des sources du financement public et para-public, il convient de souligner les efforts, même encore hésitants et limités, visant à dépasser ces contradictions, par de nouvelles modalités financières. Ces nouvelles modalités tendent à s'opposer aux gâchis et aux prélèvements capitalistes. De la contradiction éventuelle des mesures au plan financier (car visant à favoriser à la fois les travailleurs et les entreprises capitalistes), la question se déplace alors au niveau de la progression graduelle, de la cohérence et de l'ampleur de ces nouvelles modalités financières. Leur mise en place est d'ailleurs l'objet de protestations véhémentes de la part du patronat et du grand capital, qui ne renoncent pas à leur faire obstacle ou à les dévoyer.

En ce qui concerne la fiscalité il s'agit notamment de l'impôt dit sur les grandes fortunes (qu'on pourrait transformer en un véritable impôt sur le capital et son gâchis), de l'augmentation de la T.V.A. sur les produits de luxe, de l'augmentation de la fiscalité des très hauts revenus et des gros profits. Sur le plan des cotisations sociales, il s'agirait des tentatives de modification de l'assiette, devant favoriser l'emploi au détriment des gros capitalistes faisant peu d'emploi et prélevant beaucoup de profits, en tenant compte par-delà les salaires de toute la « valeur ajoutée » réalisée dans l'entreprise. En ce qui concerne le crédit il s'agit de la diminution des taux d'intérêt servis aux gros dépôts à court terme. On devrait pouvoir aussi considérer au moins deux autres types de mesures. En ce qui concerne le crédit et l'emprunt le placement d'emprunts obligatoires

dans les institutions financières elles-mêmes, différents à la fois par leur coût faible des emprunts coûteux placé sur le marché financier auprès des détenteurs privés de capitaux, et des bons du Trésor placés dans les banques permettant à celles-ci de les récupérer en les changeant contre de la monnaie auprès de la Banque de France. Au-delà de ce type d'emprunt, c'est toute la question d'une maîtrise véritablement sociale (et décentralisée) de la forme du crédit qui est posée. En ce qui concerne la balance des paiements, outre le renforcement nécessaire du contrôle des changes contre les sorties frauduleuses, il s'agit de la lutte systématique contre toutes les sorties considérées comme normales des capitaux, sur la lancée de la politique giscardienne de redéploiement financier au détriment de l'emploi national.

Si l'on prend, par exemple, l'impôt dit sur les grandes fortunes, on peut distinguer, pour le moment du moins, d'une part, la brèche représentée par le principe de cet impôt dans un système fiscal favorisant le gâchis des capitaux et pénalisant l'emploi et les salaires, et, d'autre part, la faiblesse relative du rendement attendu dans l'immédiat ainsi que les détaxations qui risquent d'en annuler une grande partie de l'effet (3).

---

## **INTERVENTION DES TRAVAILLEURS ET CRITERES DE GESTION**

---

Certes, le développement en cohérence et en ampleur des modalités nouvelles encore bien limitées de source de financement, rencontre les obstacles des répliques capitalistes envisageables : accroissement de la fraude fiscale, des sorties des capitaux à l'étranger, de la spéculation contre le franc, de l'achat d'or et de consommations de luxe anonymes liées d'ailleurs à la spéculation (bijoux, objets d'art, etc.), de la hausse inflationniste des prix et du refus de produire ou de contribuer au développement de la production en France. ►►

(2) Ce n'est pas seulement nécessaire à cause du moment historique de la longue phase de difficultés, avec son niveau encore beaucoup trop élevé du rapport « valeur ajoutée/capital matériel », et avec la pression consécutive de la rentabilité privée en faveur des opérations financières au détriment de l'emploi. C'est ainsi nécessaire à cause des conditions profondément originales par rapport à l'entre-deux-guerres : qu'il s'agisse de l'élasticité prodigieuse du système de crédits national et international ou qu'il s'agisse de l'énormité des gâchis des moyens matériels et des nouvelles exigences et possibilités technologiques permettant un nouveau type de croissance de la productivité du travail (faisant dominer durablement désormais les économies de capitaux matériels et le développement systématique des travailleurs).

(3) A l'expérience cet impôt peut devenir purement symbolique ou développer au contraire, suivant les luttes, son efficacité économique, politique pour lutter contre les gâchis des capitaux. On pourrait par exemple introduire des normes de rapport « valeur ajoutée nationale/capital » pénalisant non seulement les fortunes ne servant pas du tout à l'emploi et à la production mais aussi les gâchis de capitaux dans la production et l'économie en général.

C'est pourquoi ces modalités nouvelles, outre leurs compléments envisageables directement au niveau de ces répliques, pourraient s'accompagner de l'intervention publique sur l'utilisation des ressources financières pour développer la production et la productivité nationales. Cette intervention devrait pouvoir favoriser non seulement directement les P.M.E. et comporter des clauses concernant l'emploi, comme le prévoient les toutes dernières mesures d'aides aux P.M.E., mais aussi veiller à l'économie des capitaux relativement à l'emploi et à la valeur ajoutée produite dans toute l'économie par les incitations au plan du financement, des actions de développement technologiques, et des programmes de production des entreprises nationalisées.

Le poids des idées en place et les pesanteurs bureaucratiques peuvent s'opposer à cette orientation hardie, avec un contenu réel de nouveau type de croissance.



C'est pourquoi une intervention des travailleurs audacieuse dans les entreprises m'apparaît indispensable pour agir à la base sur l'utilisation des ressources financières. Il ne suffit pas bien sûr d'exhorter les travailleurs à coopérer au redressement en comptant surtout sur la modération de leurs revendications.

A cet égard, on peut notamment mettre en avant deux ensembles de questions.

Il s'agit d'abord de pouvoirs réels pour les travailleurs concernant les plans financiers de l'entreprise et leur technologie. Pierre Mauroy reconnaît que « *les travailleurs doivent... être étroitement associés à la détection et à la prévention des sinistres industriels, dont ils sont au demeurant les premières victimes* ». Comment donc le faire, en vue de l'emploi et des conditions de vie ou de travail, si au-delà de l'information il n'y a pas possibilité de critique et de propositions concernant les plans financiers et technologiques

de l'entreprise, à partir par exemple, de conseils d'ateliers ou des comités d'entreprises ? Sans aussi des concertations horizontales interentreprises entre les travailleurs ?

Le Premier ministre a évoqué à juste titre la nécessité d'une distribution du crédit plus attentive à l'emploi, décentralisée et affranchie de la domination de certains intérêts privés. Mais cela ne peut concerner seulement une concertation avec les chefs d'entreprise. Les travailleurs doivent pouvoir faire des propositions à partir de leurs entreprises sur l'utilisation des ressources financières dans leurs entreprises et l'utilisation du crédit à l'échelle régionale notamment.

Un deuxième ensemble de questions peut ici être posé. L'intervention des travailleurs, comme d'ailleurs la gestion nouvelle du crédit nationalisé et des entreprises nationales, doit pouvoir dépasser les limites et les gâchis des contraintes de la rentabilité financière privée.

Au-delà des calculs directs nécessaires concernant l'emploi, l'utilisation hardie des techniques nouvelles pour le progrès social et la productivité, on devrait pouvoir utiliser à cette fin des critères de gestion synthétiques nouveaux. Nous avons avancé le critère **valeur ajoutée** (salaires + profits) dans l'entreprise/**capital matériel** avancé, comme critère suffisamment proche du taux de profit (profit financier/capital matériel + salaires avancés) pour une économie mixte comme la nôtre et comme suffisamment éloigné pour commencer à changer le type de croissance. Au lieu de favoriser les compressions de salaire et d'emploi en faveur du profit financier et de son accumulation excessive en capitaux. Ces critères de choix pourraient favoriser la croissance de l'emploi et des salaires en faveur de l'économie des dépenses de capitaux matériels (plus perfectionnés parce que moins coûteux) et de capitaux financiers.

Bien sûr, ce critère de gestion devrait pouvoir être affiné. Par exemple, il pourrait s'opposer au gonflement inflationniste de la valeur ajoutée (à la façon du gonflement inflationniste du profit) par des mesures en prix constants déduisant la hausse générale des prix) dans l'évaluation de l'efficacité de l'entreprise. D'autres éléments encore pourraient être pris en considération notamment les effets sur les autres entreprises et les autres parties de l'économie, par une mesure des effets sociaux des décisions de la gestion, y compris les effets au niveau des relations internationales.

Dans le domaine des sources du financement public, comme dans celui des sources du financement global de l'économie par une maîtrise nouvelle du crédit, comme dans celui des critères d'utilisation de ces financements dans la planification et la gestion des entreprises, la marche prudente des innovations ne devrait pas empêcher une créativité sociale, graduelle mais audacieuse, qui seule sera à la mesure des enjeux de la sortie de la crise. ■